



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Arrêté N° PC 044 184 24 T 0091

**accordant un permis de construire au nom de l'État pour l'extension est et nord de la Maison
de l'Apprentissage pour la Chambre de Commerce et d'Industrie
de Nantes-Saint-Nazaire**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'urbanisme, notamment son livre IV ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Eric de WISPELAERE, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire ;

Vu la demande de permis de construire n° 044 184 24 T 0091 déposée le 22 mai 2024 par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NANTES-SAINT-NAZAIRE, représentée par Monsieur Yann TRICHARD, demeurant 1 rue Françoise Sagan – 44 800 SAINT-HERBLAIN, pour l'extension est et nord de la Maison de l'Apprentissage, pour une surface de plancher créée de 3 350 m², sur un terrain cadastré section DO n° 802, sis 66 rue Michel Ange, 44 600 SAINT-NAZAIRE ;

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public déposée le 26 juillet 2024, enregistrée sous le n° AT 044 184 24 T 0091T, sollicitée par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NANTES-SAINT-NAZAIRE, représentée par Monsieur Yann TRICHARD, demeurant 1 rue Françoise Sagan – 44 800 SAINT-HERBLAIN, pour l'extension est et nord de la Maison de l'Apprentissage ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CARENE approuvé le 4 février 2020, modifié le 1^{er} février 2022 et le 4 avril 2023 ;

Vu l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie le 27 mai 2024 ;

Vu les pièces complémentaires déposées le 14 juin 2024 et le 26 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire en date du 11 juillet 2024 ci-annexé ;

Vu l'avis favorable du Maire de Saint-Nazaire en date du 31 juillet 2024 ci-annexé ;

Vu l'avis favorable assorti de remarques de la CARENE – Direction du Cycle de l'Eau en date du 7 août 2024 ci-annexé ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission communale d'accessibilité de la ville de Saint-Nazaire en date du 10 octobre 2024 ci-annexé ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission communale de sécurité de la ville de Saint-Nazaire en date du 10 octobre 2024 ci-annexé ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le permis de construire valant autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les commissions communales de sécurité et d'accessibilité de la ville de Saint-Nazaire dans leurs avis du 10 octobre 2024 susvisés et ci-annexés seront respectées.

ARTICLE 3 : En application de l'article R 452-1 du Code de l'urbanisme, les travaux de démolition ne peuvent pas être entrepris avant la fin d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de Saint-Nazaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, dans les huit jours suivant sa notification, à la mairie de Saint-Nazaire, pendant une durée de deux mois.

À Saint-Nazaire, le **09 DEC. 2024**

LE PRÉFET

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire,


ERIC DE WISPELAERE

NB : Le demandeur est invité à prendre connaissance des remarques émises par la Direction du Cycle de l'Eau de la CARENE dans son avis du 7 août 2024 susvisé et ci-annexé.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La Juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.

N.B. – Le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux est le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette , BP 24 111, 44 041 Nantes cedex 01

